



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



MINISTÈRE DE  
L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE  
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE LA RECHERCHE

**AFFICHAGE  
OBLIGATOIRE**

Mamoudzou, le 20 février 2017

Le Vice-Recteur de Mayotte

à

Mesdames et Messieurs les Chefs  
d'établissement,  
Madame la directrice du CIO,  
Madame la Directrice du CDP

Division des Personnels  
enseignants du second  
degré - DPE

**Objet :** Préparation de la rentrée scolaire 2017  
Demandes de travail à temps partiel des personnels enseignants, d'éducation  
et d'orientation du second degré

réf. CIRCU TEMPS PARTIEL 2017-  
2018/AB/AB

Affaire suivie par :  
Attoumani BINA  
Téléphone :  
02.69.61.88.50  
Télécopie :  
02.69.61.93.06  
Courriel :  
attoumani.bina  
@ac-mayotte.fr

Site Internet :  
<http://www.ac-mayotte.fr>

Adresse :  
BP 76  
97 600 MAMOUZOU

**Réf :** Loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la  
fonction publique d'état  
Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 modifiée portant réforme des retraites  
Loi n° 2007-148 du 2 février 2007 modifiée relative à la modernisation de la fonction  
Publique  
Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié relatif à l'exercice des fonctions à temps  
Partiel pour les fonctionnaires  
Décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 modifié relatif au temps partiel annualisé dans la  
fonction publique d'état  
Décret n° 2004-678 du 8 juillet 2004 modifié fixant le taux de la cotisation prévue à  
l'article L11 bis du code des pensions civiles et militaires de retraite

**Annexes :** Formulaire de demande d'exercice à temps partiel / de reprise à temps  
Complet  
Tableau de surcotisation

La présente note de service fixe les modalités de mise en œuvre du dispositif réglementaire  
visé en objet au titre de l'année scolaire 2017/2018.

Les demandes des personnels enseignants, de documentation, d'éducation et d'orientation  
des établissements scolaires du second degré qui souhaitent reprendre leur service à temps  
complet ou bénéficier du régime de travail à temps partiel pour l'année scolaire 2017/2018  
doivent être transmises impérativement **avant le 7 avril 2017**.

Il est rappelé que l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel ne peut être inférieure à  
50%.

## J - Régimes de temps partiel



**L'autorisation d'assurer un service à temps partiel ne peut être donnée que pour une période correspondant à une année scolaire.**

Le dispositif réglementaire identifie deux régimes de temps partiel.

### I - 1 Le temps partiel sur autorisation

**Le régime de temps partiel sur autorisation est subordonné aux nécessités de fonctionnement du service et s'inscrit dans le cadre général de la préparation de la rentrée scolaire et des moyens en emplois et en personnels alloués par le Ministère de l'Education Nationale.**

**Il appartient donc au supérieur hiérarchique de donner un avis après avoir pris en compte toutes les contraintes induites par le fonctionnement de l'établissement.**

Les personnels des établissements d'enseignement du second degré peuvent solliciter une quotité de travail correspondant à 50%, 60%, 70%, 80% et 90% de la durée hebdomadaire d'un personnel exerçant les mêmes fonctions à temps plein.

Pour les personnels des établissements d'enseignement du second degré qui, relevant d'un régime d'obligations de service défini en heures hebdomadaires, exercent à temps partiel, la durée du service est aménagée de façon à obtenir **un nombre entier d'heures hebdomadaires**, correspondant à la quotité de temps de travail choisie et ne pouvant correspondre à une quotité inférieure à 50% ou supérieure à 90%.

**Concernant les CPE et les COP, la quotité demandée doit être exprimée en pourcentage du temps de travail hebdomadaire et non en heures.**

### I - 2 Le temps partiel de droit

Pour un temps partiel de droit, la quotité demandée doit être exprimée en un nombre entier d'heures, compris entre 50% et 80% du service hebdomadaire exigible. Il est rappelé que cette règle ne s'applique pas aux temps partiels pour élever un enfant de moins de 3 ans, qui doivent impérativement s'exprimer en pourcentage de l'obligation réglementaire de service.

**Concernant les CPE et les COP, la quotité demandée doit être exprimée en pourcentage du temps de travail hebdomadaire et non en heures.**

Les temps partiels de droit prévus à l'article 37 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 peuvent être accordés pour les motifs suivants :

#### **a/ pour raisons familiales :**

- **à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption** jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté.



- **Pour donner des soins à son conjoint** (marié, pacsé), **à un enfant à charge** (âgé de moins de 20 ans ouvrant droit aux prestations familiales) ou **à un ascendant atteint d'un handicap** nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

Les fonctionnaires bénéficiant d'un temps partiel de droit pour raisons familiales dans les conditions prévues à l'article 37 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 sont autorisés à accomplir un service dont la durée est égale à 50%, 60%, 70%, 80% de la durée hebdomadaire du service accompli par les agents à temps plein à fonctions équivalentes.

Par exception, la sortie définitive du temps partiel de droit pour raisons familiales pris pour élever un enfant a lieu à la date du 3<sup>ème</sup> anniversaire de l'enfant ou, en cas d'adoption, le jour de l'échéance du délai de 3 ans à compter de l'arrivée de l'enfant au foyer.

**Aussi, à l'échéance de ce temps partiel de droit, les personnels enseignants reprennent en principe leur activité à temps complet.** Toutefois, les intéressés peuvent être placés, sur leur demande et sous réserve des nécessités de service, à temps partiel sur autorisation pour la fin de l'année scolaire. L'enseignant concerné doit **impérativement** mentionner son choix sur le formulaire de demande d'exercice à temps partiel joint en annexe.

**b/ pour un personnel en situation de handicap :**

Ce temps partiel de droit est accordé aux fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi, relevant d'une des catégories visées au 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L323-3 du code du travail.

Ce droit est subordonné à la production de la pièce justifiant ce statut : reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, pension d'invalidité, allocation ou rente d'invalidité ou allocation adulte handicapé, carte d'invalidité.

**c/ pour création d'entreprise :**

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est également accordée de plein droit au fonctionnaire qui crée ou reprend une entreprise. Le cumul d'activité pour création d'entreprise peut être exercé pour une durée maximale de 2 ans et peut être prolongé pour une durée maximale d'un an sur autorisation de l'administration.

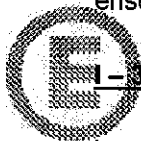
L'administration a la faculté de différer l'octroi de service à temps partiel pour une durée qui ne peut excéder 6 mois à compter de la réception de la demande de l'intéressé.

Un fonctionnaire ne peut être autorisé à exercer à temps partiel pour une nouvelle création ou reprise d'entreprise moins de trois ans après la fin d'un service à temps partiel pour ce motif.

La demande de temps partiel du fonctionnaire doit s'accompagner d'un formulaire de « déclaration de création ou de reprise d'entreprise dans le cadre d'un cumul » (annexe IV-1 du décret n° 2007-658 du 2 mai 2007). Ce formulaire est à solliciter auprès du gestionnaire DPE 2.

En fonction du domaine d'activité de l'entreprise, la demande de création d'entreprise du fonctionnaire sera soumise à l'examen de la commission de déontologie, qui émettra un avis

sur la compatibilité de toute activité lucrative avec les fonctions exercées en tant que personnel enseignant, de documentation, d'éducation ou d'orientation.



### **I - 3 Le temps partiel annualisé**

La durée du service à temps partiel peut également être annualisée et répartie selon un mode alternant des semaines travaillées et non travaillées d'un commun accord entre l'enseignant et le chef d'établissement.

Le bénéfice du temps partiel annualisé qui peut concerner toute forme de temps partiel (sur autorisation ou de droit), **ne sera accordé que si cela est compatible avec les nécessités du service et la continuité du service public.**

Pour des raisons de continuité de service, il ne sera fait recours qu'à une seule alternance dans l'année : une période travaillée à temps complet suivie d'une période non travaillée, ou inversement.

Exemple : au titre de l'année scolaire 2017/2018, un enseignant qui demande à bénéficier d'un mi-temps annualisé (50%) se voit offrir deux possibilités :

- soit exercer à temps complet du 21 août 2017 au 8 février 2018 (18.5 semaines pleines, hors vacances scolaires)
- soit exercer à temps complet du 9 février 2018 au 8 juillet 2018 (18.5 semaines pleines, hors vacances scolaires)

L'agent sollicitant un temps partiel annualisé doit motiver sa demande dans un courrier annexe et doit préciser la période travaillée qu'il aura choisi.

## **II – Modalités de dépôt et de traitement des demandes**

### **II – 1 Modalités de dépôt des candidatures**

#### **a/ Calendrier**

Les candidatures doivent être établies à l'aide du formulaire dont le modèle est joint en annexe. Chaque formulaire, obligatoirement **renseigné et visé** par l'enseignant et le Chef d'établissement, doit être transmis au Vice Rectorat de Mayotte, service de la DPE2.

La date **impérative** de transmission est fixée au plus tard le :

**Vendredi 7 avril 2016**

**Après cette date, aucune demande de temps partiel ne sera acceptée, à l'exception des enseignants mutés hors des phases inter et intra-académiques.**

Ces personnels disposent d'un délai de 8 jours dès lors qu'ils auront la confirmation de leur mutation, pour remettre à leur nouveau chef d'établissement leur demande d'exercice à temps partiel, qui ne pourra être acceptée, dans le cadre du temps partiel sur autorisation, que sous réserve de l'intérêt du service et de l'organisation de l'établissement.

**NB : les personnels sollicitant une mutation doivent obligatoirement cocher la case correspondante figurant sur le formulaire joint en annexe de la présente circulaire.**



**b/ quotité de temps partiel exprimée**

La demande de temps partiel doit être formulée **en nombre entier d'heures** (exemple de quotité de temps partiel : 12/18<sup>ème</sup> ou 66.66%)

**J'appelle votre attention sur l'importance de la quotité de temps partiel choisie et mentionnée sur le formulaire.**

En effet, la rémunération des agents à temps partiel est calculée au prorata de leurs durées effectives de service lorsque la quotité est de 50%, 60% ou 70%.

Ainsi, un agent qui travaille à mi-temps percevra 50% de la rémunération d'un agent à temps plein. En revanche, les quotités de 80% et 90% sont rémunérées respectivement 6/7<sup>ème</sup> (85.70%) et 32/35<sup>ème</sup> (91.4%) de la rémunération d'un agent à temps plein.

**NB** : un professeur certifié dont les obligations réglementaires de service sont fixées à 18 heures souhaite exercer à 80% (quotité de temps travaillé) :

18h X 80% = 14,4h.

Selon les dispositions rappelées ci-dessus, cet enseignant soit choisir d'exercer à 14 heures (soit 77.77% de temps travaillé) ou 15h (soit 83.3% de temps travaillé).

Quotité de rémunération :

- pour une quotité de travail de 14/18<sup>ème</sup> = 77.77%
- pour une quotité de travail de 15/18<sup>ème</sup> = 83.3%

Ces règles s'appliquent qu'il s'agisse de temps partiel sur autorisation ou de droit.

**Dérogation pour les temps partiel de droit**

**Il est précisé qu'en raison des incidences du choix de la quotité de temps travaillé lors du versement de certaines prestations à caractère familial (ex : prestation d'accueil du jeune enfant), la quotité de temps partiel de droit pour raisons familiales ne doit pas excéder 80% pour bénéficier de ces prestations.**

Aussi, est-il possible, à titre exceptionnel et sous réserve des nécessités de service, d'autoriser le demandeur qui perçoit cette prestation, et **dans ce cas uniquement**, d'exercer ses fonctions à 80%, soit une quotité hebdomadaire **de 14h40 pour 18h** d'obligation réglementaire de service.

Par ailleurs, il est souhaitable que l'emploi du temps des personnels ayant opté pour une quotité de 14.40/18 heures puisse être réparti sur cinq demi-journées au maximum.

**c/ surcotisation**

Les personnels bénéficiant d'un temps partiel sur autorisation ou de droit peuvent demander à surcotiser à temps plein pour le calcul de la retraite :



- pour les personnels bénéficiant d'un temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans ou pour adoption, la surcotisation est gratuite et de droit (sans versement de cotisation par le bénéficiaire).
- Pour les personnels ayant une reconnaissance de travailleur handicapé à 80%, la surcotisation est à taux réduit. Les intéressés doivent justifier de leur taux d'invalidité (par exemple avec la copie de leur carte d'invalidité)
- Pour tous les autres, la surcotisation se fera à taux plein.

Le choix doit être formulé en même temps que la demande de travail à temps partiel. La surcotisation ne peut avoir pour effet d'augmenter la durée de cotisation de plus de 4 trimestres au cours de la carrière. La durée pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser dépend donc de la quotité de travail choisie.

**Exemple :** pour un professeur certifié dont la quotité de travail à temps partiel est fixée au 9/18<sup>ème</sup>, la durée de prise en compte pour la liquidation de la pension est de deux trimestres par année de travail. Afin d'obtenir quatre trimestres supplémentaires auxquels il peut prétendre, il devra surcotiser pendant 2 ans.

Vous trouverez en annexe un tableau récapitulatif relatif à la surcotisation.

## **II – 2 Modalités de traitement**

**Je vous rappelle que le temps partiel sur autorisation est une modalité de service choisie pour laquelle l'accord du chef d'établissement est requis.**

Le chef d'établissement peut s'opposer à une demande de temps partiel sur autorisation pour des motifs liés aux nécessités de service, compte tenu des contraintes de l'organisation pédagogique.

En cas de refus, le chef de service doit organiser avec l'agent un entretien préalable, permettant d'expliquer le refus envisagé.

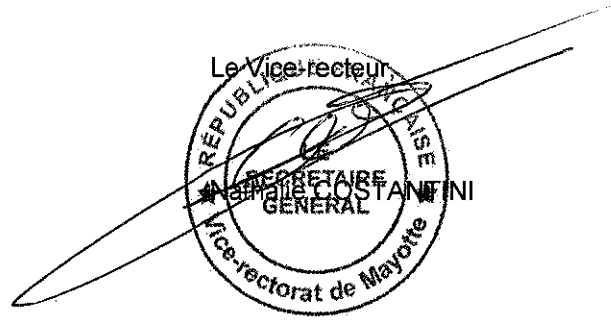
**Un accord peut cependant être trouvé par le chef d'établissement auprès de l'enseignant si ce dernier accepte une variation de plus ou moins deux heures de la quotité initiale, afin de répondre aux besoins de l'établissement.**

Je me réserve la possibilité de modifier exceptionnellement les quotités de temps partiel de 60, 70, 80 et 90%, qui ne permettraient pas une organisation optimale du service. **Elles seront transformées en mi-temps ou temps complet selon les vœux exprimés par l'enseignant concerné sur le formulaire joint à la présente circulaire** dans la rubrique consacrée au nombre d'heures sollicitées. Cette rubrique doit être remplie en toute connaissance de cause, aucune modification ne pouvant intervenir ultérieurement.

En application des dispositions de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, les agents à temps partiel, de la même façon que les agents à temps complet, ont la possibilité d'exercer une activité accessoire à leur activité principale dans le cadre d'un cumul d'activité, à condition de solliciter une autorisation préalable auprès de mes services.



Je vous remercie de bien vouloir porter ces informations à la connaissance des personnels placés sous votre autorité par tout moyen approprié.



Année Scolaire 2017-2018

Division des personnels enseignants  
Second degré

DEMANDE D'EXERCICE A TEMPS PARTIEL  (1)

DEMANDE D'EXERCICE A TEMPS COMPLET  (1)

<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme NOM – Prénom ..... ..... .....	Grade : ..... ..... .....	
NOM de jeune fille ..... ..... .....	Date de naissance : ..... .....	Discipline pour les AGREG, CERT, PLP, ou section pour les PEGC ..... .....
Etablissement d'exercice au cours de la présente année scolaire : ..... ..... ..... .....		
<b>Attention : RUBRIQUES A RENSEIGNER OBLIGATOIREMENT</b>		
<b>VOEUX</b>		
I - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE reprendre l'exercice de ses fonctions à TEMPS COMPLET à la rentrée 2017</b>		
II - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION durant l'année scolaire 2017-2018</b>		
<input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser		
III - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL DE DROIT POUR RAISONS FAMILIALES à la rentrée 2017</b> (loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 – article 37 bis)		
1) <input type="checkbox"/> <b>POUR ELEVER UN ENFANT DE MOINS DE TROIS ANS</b> NB : si cet enfant atteint l'âge de 3 ans au cours de l'année 2017-2018 – date à préciser : .....		
<input type="checkbox"/> demande à reprendre son activité à temps plein <input type="checkbox"/> demande à demeurer à temps partiel sur autorisation pour le reste de l'année scolaire 2017-2018. Dans ce cas : <input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation		
2) <input type="checkbox"/> <b>AUTRES MOTIFS DE TEMPS PARTIEL DE DROIT</b>		
<input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser		
IV - <input type="checkbox"/> <b>SOUHAITE exercer à TEMPS PARTIEL DE DROIT pour un autre motif à la rentrée scolaire 2017</b>		
1) <b>POUR UN PERSONNEL EN SITUATION DE HANDICAP</b>		
<input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser (pour surcotiser à taux réduit, joindre la copie de la carte d'invalidité) <input type="checkbox"/> ne souhaite pas sur cotiser		
2) <b>POUR CREER OU REPENDRE UNE ENTREPRISE</b>		
<input type="checkbox"/> souhaite sur cotiser <input type="checkbox"/> ne souhaite pas surcotiser		
<b>MUTATION</b>		
(1) SOLLICITE une mutation pour la prochaine année scolaire : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		



**NOMBRE D'HEURES SOLLICITEES**

\* Pour les enseignants, précisez-le sous forme de fraction de l'ORS (ex : 12/18 pour un professeur certifié) : ...../.....  
\* Pour les CPE et COP, formulez votre demande en % de l'ORS  50%  60%  70%  80%  90%

- Pour un temps partiel sur autorisation, la quotité demandée doit être exprimée en un nombre d'heures entier, compris entre 50% et 90% du service hebdomadaire exigible, **sauf pour les CPE et les COP qui doivent exprimer leur demande en pourcentage de l'ORS**. Cette quotité peut être modifiée de plus ou moins deux heures par le chef d'établissement selon les nécessités de service pour les enseignants.
- Pour un temps partiel de droit, la quotité demandée doit être exprimée en un nombre d'heures entier, compris entre 50% et 80% du service hebdomadaire exigible, **sauf pour les CPE et les COP qui doivent exprimer leur demande en pourcentage de l'ORS**.

Cette quotité peut être modifiée de plus ou moins deux heures selon les nécessités de service pour les enseignants.

NB : Par exception à cette règle, la demande de temps partiel de droit formulée à 80% (soit une *quotité non entière* de 14h40 pour les professeurs certifiés et les PLP) peut être acceptée **uniquement dans le cadre d'un temps partiel de droit à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou chaque adoption** (cf circulaire page 2, I-2-a).

Au cas où les nécessités de service se révéleraient être incompatibles avec la quotité horaire demandée, à PLUS ou MOINS DEUX HEURES près,

JE CHOISIS d'exercer dans ce cas :

A MI-TEMPS (1)

A TEMPS COMPLET (1)

A ....., le .....

Signature

**PROPOSITIONS DU CHEF D'ETABLISSEMENT RELATIVES A LA DEMANDE DE TEMPS PARTIEL**

- Quotité qui peut être accordée à l'intéressé (e) (y compris, heures de décharge de service éventuelles ou modifications de + ou - 2 heures) :  
.....
- Nombres d'heures libérées (l'intéressé (e) ne pourra pas percevoir d'HSA) :  
.....
- Ces heures doivent-elles être pourvues ?  OUI  NON
- Si OUI dans quelle discipline ? .....

A ....., le .....

Signature du chef d'établissement,

Signature de l'intéressé (e)

Précédée de la mention « VU ET PRIS CONNAISSANCE »

(1) Cocher la case correspondante

**TAUX DE SURCOTISATION PENSION CIVILE PAR QUOTITE DE TEMPS PARTIEL**  
A compter du 1er janvier 2015

50,00%									
53,33%									
56,67%									
60,00%			50,00%						
63,33%			52,78%						
66,67%			55,56%			50,00%			
70,00%			58,33%			52,50%			
73,33%			61,11%			55,00%			
76,67%			63,89%			57,50%			
80,00%			66,67%			60,00%			
83,33%	87,6%		69,44%			62,50%			
86,67%	89,5%		72,22%			65,00%			
90,00%			75,00%			67,50%			
			77,78%			70,00%			
			80,00%						
			83,33%	87,6%		75,00%			
			86,11%	89,2%		77,50%			
			88,9%	90,8%		80,00%			
						82,50%	87,1%		
						85,00%	88,6%		
						87,50%	90,0%		
						90,00%			